

SPORTS FRANCE MONDE

CYCLISME

« On cherche des partenaires qui nous ressemblent »

TotalEnergies. Jean-René Bernaudeau (président) et Stéphane Heulot (manager général) sont engagés dans la recherche de nouveaux sponsors. Pour qu'à l'issue de la saison 2026, l'équipe bâtie par le Vendéen puisse poursuivre son aventure avec le Breton comme successeur.

● Recueilli par Vincent Coté

Entretien croisé

Jean-René Bernaudeau et Stéphane Heulot parlent le même langage depuis toujours mais n'avaient pas échangé si souvent avant de se rapprocher à l'automne. Leur union fait la force dans une mission lourde : permettre à la structure créée par Jean-René Bernaudeau en 1991 de continuer à grandir. Le Vendée U et l'équipe pro, dès 2000 avec différents partenaires titrés, se sont ancrés dans le paysage du cyclisme français avec l'image d'une équipe tournée vers la formation, le panache et l'authenticité.

Vous partagez des valeurs communes depuis longtemps, mais votre rapprochement a pu surprendre ?

Jean-René Bernaudeau : Il y a une logique, même si ça ne paraissait pas évident. J'ai construit une histoire. J'ai cru longtemps que Thomas Voeckler pourrait me succéder, il avait une vraie légitimité à prendre la suite. Et puis le temps a avancé, et je me suis aperçu que je vivais dans un monde où j'étais un peu seul. C'est beau d'être riche de sa liberté de parole, mais ça coûte. Ça coûte beaucoup d'énergie et j'ai mon âge (70 ans en juillet). Et puis Stéphane m'appelle un jour pour parler, parler du vélo en général. On a la même vision. Je lui dis souvent : « Tu m'enlèves les mots de la bouche. »



Stéphane Heulot et Jean-René Bernaudeau s'activent depuis deux mois dans la recherche de partenaires afin de pérenniser la structure professionnelle en Vendée. | PHOTO : OUEST FRANCE

Stéphane, quand Jean-René Bernaudeau était coureur, c'était une idole ?

Stéphane Heulot : Je n'aime pas le mot idole. Je préfère exemple. J'en ai eu deux : Louison Bobet, parce que j'ai vu mon père, la larme à l'œil, lorsqu'on avait organisé son jubilé à Noyal-Châtillon. J'ai compris l'importance que ce monsieur pouvait avoir. Il était extrêmement classe. Malheureusement, il est décédé trop vite pour que je puisse le connaître mieux. J'ai été très pro-

che de Jean, son frère. Ensuite, il y a Jean-René quand j'étais coureur. Son maillot blanc sur le Tour de France, l'étape du Stelvio sur le Giro, ça m'avait marqué. Ça a été renforcé, par la suite, avec la création du Vendée U et ce qu'il a réussi à faire après sa carrière. Pour moi, c'est le meilleur ambassadeur qu'on puisse avoir dans le cyclisme. Il m'a inspiré. Ce qui nous rassemble, c'est l'importance du double projet, de construire des hommes à travers leur parcours. Ce n'est pas

qu'une question de diplôme, mais c'est de leur permettre d'avoir de quoi rebondir après leur carrière.

Comment se déroulent vos recherches ?

J.-R. B. : On discute avec ceux qui se reconnaissent dans ce projet. Mais évidemment, il faut que ce soit une entreprise internationale, parce que le cyclisme est international. On a quand même 260 jours de compétition. Dans 20 % de notre activité, on va où on veut. Donc, il y a



On n'a pas la capacité d'acheter un top 5 mondial, clairement. (...) Mais on est capable de former un futur top 5 mondial.

STÉPHANE HEULOT, MANAGER GÉNÉRAL, DE TOTALENERGIES

un moyen d'avoir un sponsoring ciblé sur certaines épreuves. Le cyclisme est mondial, mais aujourd'hui, il y a peu de sponsors mondiaux.

Le projet, c'est la formation encore et toujours ?

S. H. : On n'a pas la capacité d'acheter un top 5 mondial, clairement. Mais avec tout ce qui est mis en place dans l'éducation, dans la formation, dans la détection et dans le développement de chaque athlète, on est capable de former un futur top 5 mondial. La recherche des sponsors est basée aussi là-dessus. On a cette conviction que nous saurons aller l'éduquer, mais à un moment donné, il va falloir suivre pour justement l'empêcher de se perdre dans les méandres d'une équipe beaucoup plus riche. On ne rêve pas du budget d'UAE ou des plus gros.

Il y a eu des avancées depuis deux mois ?

J.-R. B. : On cherche des partenai-

res qui nous ressemblent. Ceux qui m'ont fait confiance, ceux qui ont fait confiance à Stéphane, sont toujours là. Et ça, c'est un vrai gage de crédibilité. Nous, on a rassemblé un conseil des sages, tous les partenaires depuis la création de l'équipe, en dehors de Bonjour, qui n'existe plus, ils étaient tous là. Donc, le vrai problème de ce qu'on fait, c'est comme le monde de demain, c'est de savoir où on sera dans dix ans. Mais nous, on est là. On ne triche pas.

Quel calendrier avez-vous en tête pour concrétiser vos contacts ?

S. H. : Il y a une date très confortable, fin avril - début mai, ce serait génial. Une date un peu moins confortable, c'est juste avant le Tour de France. Après, il y a des pistes qui peuvent prendre un peu plus de temps. Mais on a des pistes. On est sur un très bon rythme depuis quelques semaines. Sur le marché sportif, on n'est pas en avance. Comme disait Jean-René, « la foire aux bestiaux » a commencé. Aujourd'hui, je ne crois pas du tout à ce schéma d'arriver avec une tête d'affiche. Que la décision se fasse par rapport au projet, à l'histoire, à tout le vécu, c'est une évidence. Et après, qu'on implique ces partenaires-là dans une orientation de coureur parce qu'ils ont des intérêts commerciaux dans un pays X, Y ou Z, peut-être, oui.

J.-R. B. : Nous, on vend plutôt notre histoire, nos valeurs de travail, notre obsession du collectif qui a été la marque de tous nos succès.

TERRE MER

Pour le président de la FNSEA, « l'agriculture française est en danger »

● Guillaume Le Du

Crises sanitaires (dermatose bovine, fièvre catarrhale ovine, grippe aviaire etc.), concurrence accrue des importations à bas coûts (Mercosur, Ukraine, Pologne etc.), prix du lait et des céréales en chute, premier déficit commercial agricole depuis 1978... Le Salon de l'agriculture va s'ouvrir samedi dans un contexte de crise agricole. « Ça reste un lieu de convivialité et d'échanges et nous ferons en sorte qu'il soit une réussite », a indiqué Arnaud Rousseau, le président de la FNSEA, lors d'une conférence de presse ce mercredi à Paris. Cette position consensuelle n'est partagée ni par la Coordination rurale, deuxième syndicat agricole, ni par la Confédération paysanne, qui boycotte, samedi, la visite présidentielle.

« Mais le Salon n'est pas qu'un décor. La crise agricole dure depuis trois ans. L'agriculture française est en danger. Comment redresse-t-on la barre ? » a interrogé le président de la FNSEA. On est en train de rédiger pour notre congrès fin mars à Caen, une proposition à destination des candidats à la présidentielle avec ce que nous envisageons pour l'avenir de l'agriculture [...] On va recevoir sur le salon tous les partis politiques qui souhaitent venir à notre rencontre. »

Une loi d'urgence agricole qui prend son... temps

Le président de la FNSEA réclame, des pouvoirs publics, une vision pour l'agriculture mais dit ne plus l'attendre d'Emmanuel Macron, lequel rencontrera les syndicats agricoles samedi matin, porte de Versailles. « Nous lui demanderons quelle est son ambition pour les négociations, fin 2026, du budget (ca-



Il n'y aura pas de bovins, cette année, dans le hall 1 du Salon de l'agriculture, à cause de la dermatose nodulaire contagieuse (DNC). | PHOTO : MATHIEU PATTIER, ARCHIVES O.F.



Arnaud Rousseau, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA). | PHOTO : JOËL LE GALL, OUEST-FRANCE



Comment redresse-t-on la barre ?

ARNAUD ROUSSEAU

dre financier pluriannuel) de l'Union européenne. L'enveloppe agricole serait en baisse de 13 %, passant de 9 à 8 milliards d'euros pour les agriculteurs français. Combien la France va négocier pour son agriculture ? »

Le Premier ministre a toutefois affirmé que « pas un centime ne manquera pour les agriculteurs français... » Sébastien Lecornu s'est aussi engagé sur une loi d'urgence agricole avant l'été. Mais le texte tarde à se concrétiser. « On n'en a toujours pas la trame », s'inquiète Arnaud Rousseau. Cette loi d'urgence agricole pourrait ne pas être votée avant... octobre. « Mais cela ne nous convient pas. Le texte doit être présenté en Conseil des mi-

nistres, au mois de mars, puis transmis au Conseil d'État, ce qui prend un mois minimum. Il sera prêt en mai ou juin. Les parlementaires devraient pouvoir le voter cet été », a confié Arnaud Rousseau.

Pour ce projet de loi d'urgence agricole, la FNSEA a présenté une quarantaine de propositions. Par exemple : fixer des objectifs nationaux de stockage d'eau ou passer à 30 % d'agriculteurs dans les comités de bassin.

Pour la prédation, la FNSEA propose « d'autoriser le prélèvement des loups au-delà de 500 spécimens, sans condition de protection préalable ni limitation de durée ». En matière de pesticides, est proposé « un principe de reconnaissance mutuelle systématique » des autorisations de mise sur le marché accordées ailleurs en Europe.



Le parc éolien en mer offshore des îles d'Yeu et de Noirmoutier en construction mi-février 2026. | PHOTO : FRANCK DUBRAY, OUEST FRANCE

Éolien en mer : 27 millions d'euros de rentrées fiscales pour les collectivités

● Loïc Fabrègues, le marin

Près de sept ans après le début de la construction du premier parc éolien en mer français, à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), les éoliennes en mer continuent de faire débat. Plus de 1 500 personnes se sont ainsi réunies à Quiberon (Morbihan) samedi pour y dire leur opposition.

Pour les collectivités locales, elles représentent une manne financière conséquente. Une étude inédite du Syndicat des énergies renouvelables (Ser), réalisée par Columbus consulting et publiée mardi 17 février, vient de quantifier ces recettes générées par l'ensemble des filières des énergies renouvelables pour l'année 2024.

Impôts et taxes directes issus des installations de production, fiscalité des entreprises de la chaîne de valeur implantées dans les territoires ou encore, pour certaines filiè-

res comme le solaire, la réintégration de la part de la TVA fléchée vers les collectivités, l'étude ne néglige aucun point.

2,17 milliards d'euros pour 2024

Le résultat donne un total de 2,17 milliards d'euros de retombées fiscales des énergies renouvelables électriques et thermiques en 2024 pour les communes, les intercommunalités, les départements et les régions. L'hydroélectricité est la première contributrice pour près de 642 millions d'euros.

L'éolien en mer a généré, de son côté, 27,2 millions d'euros dont 14,8 millions d'euros pour les communes, 10,1 millions d'euros pour les Établissements publics de coopération intercommunales (intercommunalité) et 2,3 millions d'euros pour les départements.

Sur ce total, la taxe éolienne, fléchée vers les communes d'où les parcs dans le domaine public maritime sont visibles, a représenté un peu moins d'un tiers de ces revenus pour un montant de 8,2 millions d'euros.

En 2024, seul le parc de Saint-Nazaire était totalement en service. Ceux de Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor) et de Fécamp (Seine-Maritime) n'étaient que partiellement en exploitation. En 2025, ces deux parcs pleinement opérationnels, cette taxe éolienne a été de 14,7 millions d'euros. Bien qu'elles n'aient pas encore de fermes en service, les autres énergies marines renouvelables (hydrolien, houlomoteur, énergie osmotique) ont aussi généré des retombées fiscales. Elles s'élèvent à 800 000 € au travers de la fiscalité directe des entreprises implantées en France.